



Christian Michel

QUE FAIRE DES GENS RICHES ? L'ÉTAT PROVIDENCE ET LA QUESTION DES PAUVRES

« *Admirez-vous les uns les autres* »
Émile Verhaeren

Plus personne en Occident n'ose se déclarer ouvertement ennemi de la liberté. L'opposition est certes encore résolue dans les pays d'Islam, dans de nombreuses sociétés d'Afrique et d'Asie ; mais chez nous, là où se construit l'avenir, la liberté est devenue une valeur intouchable. Le respect que nous lui portons explique d'ailleurs assez bien l'avance que nous avons prise sur le reste du monde.

Les libéraux mesurent mal leur succès. Il y a seulement deux siècles, les fondateurs de la pensée politique moderne, des Hobbes, des Montesquieu, des Rousseau, proféraient encore des opinions sur la liberté dont Staline se serait accommodé. Et voilà qu'aujourd'hui, malgré des contretemps, des reculades, des écarts, l'esprit libéral s'incarne. Pourtant devant cette victoire, nos contemporains éprouvent un vertige. Peut-on vraiment se faire confiance ? Avons-nous le courage de « lâcher prise » ? Il faudrait à la liberté des garde-fous, des régulations, des freins. A peine commençons-nous d'en jouir que nous en redoutons les excès.

I. La naissance de l'État providence et son combat contre les pauvres

Un argument, souvent mis en avant pour brider la liberté, est qu'elle ne profite pas à tout le monde. Les pauvres seraient exclus des opportunités qu'elle permet. Une autre valeur, la « justice sociale », légitimerait le maintien d'une bureaucratie oppressive et d'une police d'État, car sans elles pour traquer les riches et distribuer leurs biens, la faim, les maladies, la déchéance intellectuelle, resteraient la malédiction de toute une frange de la population pour les siècles à venir.

Pourquoi des pauvres

Résoudre un problème veut qu'on le pose correctement. Richesse et pauvreté sont des notions relatives. Lorsqu'un être humain aujourd'hui ne possède pas l'électricité, l'eau courante, le tout-à-l'égout, l'accès à des soins médicaux de base, nous disons qu'il est dans la misère. Tout comme Crésus et Louis XIV alors ! L'ignorance coupable des méthodes statistiques nous fait oublier que ce sont les riches qui définissent la pauvreté. Elle n'existe pas dans les Andes et au Sahel, puisque personne n'y est riche. Elle existe seulement entre ces régions et le reste du monde. Nous dénonçons bruyamment l'existence des 11,3% d'américains vivant en-dessous du seuil de pauvreté, en oubliant que 99% de ces pauvres ont l'électricité, 70% ont une

voiture, 40% sont propriétaires de leur logement.¹ Ce seuil statistique en effet est relevé en fonction de l'enrichissement du reste du pays. Il est donc incompressible. Il nous explique qu'il ne peut pas ne pas y avoir de pauvres, car il quantifie moins la pauvreté que l'inégalité, ce qui appelle un tout autre débat.

On est pauvre pour deux raisons seulement : soit on n'est pas assez productif, soit on est volé. La première de ces causes est individuelle, la seconde renvoie au cadre social. Un individu peut n'être pas productif parce qu'il ne se soucie pas de l'être, il a d'autres priorités dans la vie que de gagner de l'argent. Ou alors il est trop jeune, inexpérimenté, et mal préparé au travail. Ou encore, il souffre d'un handicap physique ou mental... Une société libre n'éliminera pas ces causes de retards économiques. Certaines disparaîtront d'elles-mêmes, par exemple, lorsque la médecine viendra à bout des handicaps, ou lorsque les plus mal préparés auront terminé leur formation, et les services qu'ils seront capables de rendre seront mieux rémunérés. Mais cela ne suffira pas. Certains facteurs de détresse ne disparaîtront pas spontanément, nous en traiterons dans un instant.

L'autre cause de la pauvreté est le vol, infiniment plus dramatique dans son ampleur. Ses conséquences se répercutent sur des générations. Des milliards d'êtres humains sont volés aujourd'hui de la possibilité même d'être productifs, et si, malgré tout, ils y parviennent, ils sont volés des fruits de leur activité. C'est le cas dans les pays du Tiers Monde (et la cause logique de leur stagnation économique), mais aussi chez nous. Des lois sociales interdisent de travailler à ceux qui le pourraient (les jeunes, par exemple), ou les en découragent. Des États kleptocrates empêchent la formation de capital. Dans l'évolution historique, un retard se rattrape difficilement. Les rackets légaux les plus durs, tels ceux des pays socialistes et des satrapes africains, ont ruiné des peuples pour des générations.

Dans nos démocraties occidentales, ce n'est *que* 50% de la richesse que les hommes de l'État confisquent, ce pourcentage totalisant les impôts directs et indirects, les charges sociales, les taxes et droits divers... Il faut ajouter à ces statistiques officielles les coûts de la paperasserie, justificatifs, formulaires innombrables, établissements de bilans fiscaux, que l'administration exige des entreprises et des particuliers, plus les honoraires des experts que l'absurde complexité de l'administration oblige à employer. Ce calcul-là peut encore se faire. Ce que nous ne chiffrerons jamais en revanche est le coût d'opportunité, soit tout ce à quoi ces ressources humaines et financières auraient été employées si elles ne l'avaient pas été à ces tâches improductives de comptabiliser l'impôt et de trouver le moyen de le contourner. Et pour évaluer vraiment le coût de l'impôt, il faudrait encore intégrer le bénéfice des projets qui n'ont simplement pas vu le jour, parce que la fiscalité et la bureaucratie ont dissuadé leurs auteurs avant même de commencer.

Sans la pression de ce racket politique, je vous laisse imaginer la profonde transformation des mentalités qui s'opèreraient et la prospérité que nous connaîtrions.

Les gros naïfs

L'illusion des militants politiques de base est de croire qu'ils contrôleront l'État. Il n'a jamais été question qu'ils y parviennent. Plus l'État est chargé de missions par les revendications et l'agitation démocratiques, plus son personnel croît en nombre et en qualification ; ce

¹ Source : *Poverty in the US 2000*, rapport du US Census Bureau, disponible sur www.census.gov.

personnel ne tarde pas alors à se constituer en classe sociale, âpre à la défense de ses intérêts de classe. Sans concurrence (les services de l'État s'érigent en monopole), on ne voit vraiment pas par quelle abnégation collective les fonctionnaires feraient passer les intérêts des citoyens avant les leurs propres. Individuellement, les marxistes l'ont bien montré, certains représentants d'une classe peuvent manifester des comportements altruistes. C'est bien pourquoi la bureaucratie doit rappeler à l'ordre ceux qui la trahissent, par exemple, les enseignants passionnés à ne plus compter leurs heures, les personnels soignants trop dévoués, qui font honte aux collègues. Il pourrait même exister des taxateurs compréhensifs, des douaniers coulants, si l'institution ne veillait pas. Elle interdit la compassion qui irait contre ses intérêts. « Je n'y peux rien, dit le percepteur, c'est le règlement. » Toute institution déploie sa stratégie propre de maximisation des gains. Lorsque cette institution détient le pouvoir des armes, cette maximisation des gains n'a pour seule limite que la mort de ses victimes

Si la logique de lutte des classes ne suffisait pas à convaincre les faibles qu'aucun État ne sera jamais le leur, ils peuvent simplement observer ceux qui sont à sa tête : en France, quelques milliers d'individus, habiles à manier les concepts, pleins d'entregent, beaux discoureurs devant les medias... non, ces ministres, gouverneurs, ambassadeurs, préfets, ne viennent pas de la misère (ou si c'est parfois le cas, ils ont renié cette origine). Recrutés dans les familles de bonne éducation, ils leur restent liés par la mentalité, les réseaux et l'allégeance.

Loin de changer cette donnée sociologique, la montée des revendications prolétariennes à la fin du 19^{ème} siècle l'a confortée. Le rude et rusé Otto von Bismarck fut le premier à introduire une « sécurité sociale » d'État. Celui dont Gladstone devait dire : « Il a rendu l'Allemagne grande et les Allemands petits » ne faisait qu'appliquer l'adage « qui paie les danseurs les fait danser sur sa musique ». Bismarck payait, le peuple obéissait.

Le péril rouge

Bismarck en était conscient, le danger pour la société allemande ne provenait pas de l'extérieur, de la France ou de l'Autriche ; il grondait, rouge comme une lave de volcan, au sein même du II^{ème} Reich : le Socialisme. Tout le 20^{ème} siècle fut marqué par la « grande peur des possédants ». Dans un coupe-gorge, il est recommandé de se débarrasser d'un agresseur en lui donnant l'argent d'une poche pour conserver celui du portefeuille.² Les évocations enflammées de la « Grève générale », d' « Octobre rouge », du « Grand Soir », impressionnaient trop les dirigeants occidentaux pour qu'ils se risquassent à la répression. Seules l'Allemagne, ruinée par l'inflation de l'inepte gouvernement de Weimar, et l'Espagne trop pauvre, durent recourir un temps à la manière forte (et avec quelles conséquences effroyables). Chaque avancée des bolcheviques, la prise du Palais d'Hiver, l'implantation internationale de mouvements communistes puissants, la fascination exercée sur nos propres intellectuels, la conquête de l'Europe de l'Est jusqu'à l'Elbe, la parité nucléaire maintenue avec les États Unis, la subversion dans le Tiers-Monde, chaque nouveau succès entraînait les classes possédantes en Occident à corrompre un peu plus leurs compatriotes : plus de gratuité, plus de faux-droits...

² Depuis le 11 septembre 2001 et une brutale prise de conscience de la menace terroriste sur l'Occident, on entend réclamer avec une vigueur renouvelée un accroissement de l'aide en faveur du Tiers-Monde ; comme si le terrorisme était non pas l'activité de fous furieux, mais de pauvres. L'Allemagne pourtant a eu sa Bande à Baader, le Japon son Armée Rouge, le riche pays basque l'ETA, l'Italie les Brigades Rouges, l'Irlande l'IRA... Les plus célèbres terroristes de ces dernières années, Carlos et Ben Laden, sont des rejetons de familles fortunées.

Nos amis de gauche n'ont pas compris que les « conquêtes sociales » qu'ils revendiquent si haut ne furent qu'un marché de dupes. Il n'y eut pas de complot, de réunions secrètes, seulement la reconnaissance de leurs intérêts par deux partis, celui de l'argent et celui des fusils. Tout se passa comme si les riches de l'*establishment* s'étaient tournés vers les hommes de l'État avec cette proposition : « Nous vous paierons le prix nécessaire, mais vous maîtrisez ces excités collectivistes ». Aubaine pour les hommes de l'État : ils répandirent la manne fiscale, prélevant leurs frais dodus d'intermédiation au passage. Les administrations enflèrent, conférant toujours plus de pouvoir et de prestige aux chefs politiques.

Après le New Deal aux États Unis, l'application du Plan Beveridge en Angleterre, la consolidation des social-démocraties dans les pays scandinaves, le rôle et la mission de l'État changèrent radicalement. Le discours de légitimation du pouvoir cessa généralement d'être le triomphe de la religion, la grandeur de la Patrie et autres idéaux du passé, mais se limita à réclamer la redistribution des richesses. Il fallait agir sans faiblesse. Car l'ennemi ne campait pas seulement de l'autre côté d'une frontière qu'on pouvait défendre par les armes, il guettait dans nos usines, dans nos banlieues, infiltré au sein de nos universités et noyant nos medias. Ce front intérieur réclamait une autre stratégie que celle des militaires, ce fut celle de Bismarck, celle de l'État social, celle du « niveau de vie ». La Révolution est soluble dans la consommation, pensait-on ; l'embourgeoisement tue la haine du bourgeois.

Et ça a marché. Il faut rendre cette grâce aux hommes de l'État qu'ils respectèrent scrupuleusement le cahier des charges. Chèrement, mais avec plein succès. Les communistes sont passés à la trappe. L'Avenir radieux est décommandé. Le capitalisme est ragillard. Et tout uniment, comme on fait d'employés dont les services sont devenus inutiles, les riches congédient les hommes de l'État³ : « Merci. On n'a plus besoin de vous. Vous étiez d'ailleurs devenus encombrants. Nous allons voir ailleurs, offshore ou en Asie, où vous n'êtes pas. »

Mais ceux qui ont des fusils ne se laissent pas licencier. Réédition exemplaire sous nos propres yeux d'une tragédie qui se joue depuis l'aube de l'Histoire (qui même *inaugure l'Histoire*)⁴ : les producteurs font appel aux guerriers pour les défendre d'un danger, et le danger disparu, les guerriers restent. Rapaces. Armés.

Trois mesures pour les pauvres

Il convenait de rappeler longuement et sans apprêts la genèse de l'État providence pour souligner sa finalité. Elle n'était pas de secourir les déshérités, mais de dresser un contre-feu devant le socialisme. Certes, tous les possédants ne partageaient pas la hantise des bolcheviks (de même que tous les hommes de l'État n'ont pas l'âme vile et profiteuse), *mais la politique est justement le moyen qui permet de faire payer par tous les peurs et les coûts qui ne sont que ceux des plus puissants. C'est le rôle et la fonction de l'État.*

Si le but avait été d'éradiquer la grande misère, considérant l'ampleur des moyens mis en

³ « Lorsque la chasse est finie, on fait cuire le chien » dit un proverbe chinois. Nous ne mangeons pas du chien, mais l'idée est bien la même.

⁴ La constitution d'une classe de guerriers professionnels au sein des sociétés primitives est l'évènement fondateur de l'État, et les anthropologues y voient le passage de la préhistoire à l'Histoire. Même s'ils divergent sur l'interprétation des causes, les marxistes et les non-marxistes sont d'accord sur le fait lui-même. Voir, entre autres, Friedrich Engels, *Origines de la famille, de la propriété et de l'État*, Paris, Editions sociales, 1983 ; Pierre Clastres, *Recherches d'anthropologie politique*, Paris, Le Seuil, 1980 ; Elman R. Service, *Origin Of The State And Civilization*, New York, W.W. Norton, 1975.

œuvre depuis un siècle, on y serait parvenu. Les réellement démunis ne sont qu'un petit nombre. La masse des transferts sociaux leur aurait assuré un revenu, un logement, des soins médicaux, un soutien moral... Mais il est vain de demander à une institution fondée pour un objectif précis d'atteindre un autre. Souvent âgés, psychologiquement fragiles, dispersés, inorganisés, les pauvres n'intéressaient pas les hommes de l'État. Leurs vrais « clients » étaient les employés bien intégrés dans la société, capables de se constituer en mouvements revendicatifs prérévolutionnaires. C'est d'eux que les riches pouvaient acheter la paix sociale. Les vrais pauvres, par définition, n'ont rien à vendre.

Alors que pouvons-nous proposer pour améliorer la condition de ceux qui n'ont rien à vendre, ou qui le vendent mal ?

La première mesure que nous pouvons prendre en faveur des pauvres est de ne pas les voler. Ensuite, faire confiance à leurs propres forces, c'est-à-dire, au sein de la société, favoriser l'entraide plutôt que l'aide. Et enfin, nous pouvons encourager ceux qui croient aux autres à investir dans ceux qui croient en eux-mêmes.

Voleurs de pauvres⁵

L'Union Européenne nous fournit quelques bons exemples de la bataille menée par les politiquement puissants contre les faibles et les pauvres.

1. Les paysans

Dans tous les pays qui la composent, le poids électoral de la paysannerie dépasse largement son importance numérique. Toute majorité parlementaire a besoin des députés des circonscriptions rurales. Dans un pays comme la France, les agriculteurs forment une classe financièrement parasite, écologiquement nuisible et socialement violente. En cédant à leur chantage, l'État providence européen lèse les pauvres qu'il est censé protéger. Il maintient des prix agricoles élevés, alors que l'alimentation constitue le poste budgétaire le plus lourd pour une famille de faible revenu. Il soutient les nervis nationalistes de José Bové en prohibant l'importation de produits agricoles du Tiers Monde. Ainsi, les politiciens se félicitent de priver les plus pauvres de leurs concitoyens d'acheter des produits importés moins chers et de bonne qualité (s'ils ne l'étaient pas, il ne serait pas nécessaire de les interdire). Telle est la morale affichée de ceux qui soutiennent l'État providence contre l'« ultralibéralisme ».

2. Les lois sociales

Les diverses lois sociales, qui protègent l'électorat bien intégré des partis démocrates, interdisent aux plus démunis l'accès au marché du travail. Jeunes, immigrés, chômeurs sans formation, handicapés légers, souvent ne sont pas assez productifs pour valoir le minimum salarial légal augmenté des charges sociales. Les hommes de l'État sont bien conscients que ce surcoût du travail est un frein à l'emploi. La preuve est qu'ils exemptent de charges certaines professions ou régions économiques lorsque le chômage trop élevé entame leur crédit dans l'électorat. Mais pourquoi se soucier des marginaux ? Électoralement, ils ne pèsent pas lourd, et les classes moyennes, pilier du système, craignent trop la concurrence que l'intégration des pauvres dans le marché de l'emploi ferait peser sur les salaires.

⁵ Voir le texte de François Guillaumat, *Voleurs de pauvres*

3. L'Union européenne

Autre exemple de vol des pauvres, l'Union Européenne s'est fièrement dotée d'une fiscalité qui les frappe spécifiquement : la TVA et les droits de douane. Ce sont des taxes sur la consommation, et les pauvres bien sûr consomment le peu qu'ils gagnent. Mais peu importe aux politiciens. Ils ne voient que l'avantage d'une fiscalité invisible sur les feuilles de paie et les déclarations de revenus, qui n'irrite pas l'indispensable électeur des classes moyennes.

4. Le fisc

La fiscalité de l'État providence réduit les pauvres à travailler « au noir » en leur imposant un fastidieux et coûteux enregistrement du moindre commerce qu'ils tiendraient au coin de la rue. De grisâtres fonctionnaires, qui répugneraient à exercer un métier utile, les astreignent à tenir une comptabilité dont ils sont incapables et qui prendrait trop de leur temps. Et si des pauvres réussissent à se mettre à leur compte malgré ces entraves, l'impôt sur les bénéfices les handicaperait par rapport aux grandes firmes en vitesse de croisière. Car une petite société doit réinvestir tout ce qu'elle gagne, une grande firme dispose généralement d'une trésorerie excédentaire, elle distribuerait ses bénéfices à ses actionnaires si elle ne les payait pas au fisc. L'impôt n'est que l'un des nombreux instruments que les hommes de l'État mettent à la disposition du grand capital pour freiner l'émergence de la concurrence des « petits ».

5. L'Éducation Nationale

Plus efficace encore pour enfermer les pauvres dans leur condition est la politique scolaire. En France, pays si fier de sa culture et de son système éducatif égalitaire, entre 10% et 40% des jeunes sortent de l'école en n'ayant pas « accès à l'écrit », ou en ne lisant que des mots isolés sans comprendre la teneur du texte entier, l'énorme écart statistique s'expliquant par des références différentes.⁶ Les établissements où l'échec scolaire est le plus spectaculaire se situent bien sûr dans les quartiers pauvres. Si un chef d'entreprise connaissait une telle baisse de qualité dans l'une ou l'autre de ses usines, il serait viré par ses actionnaires. Mais comment réagit un chef d'entreprise devant un tel échec ? Il convoque deux ou trois de ses meilleurs cadres et il leur donne pour mission de restaurer les normes de qualité au seuil exigé. Si ces cadres réussissent, à eux les bonus, les actions gratuites et les promotions. Mais ce n'est pas ainsi que fonctionne un service public. Lorsqu'un jeune enseignant est bien noté par ses inspecteurs, il est vite muté dans un quartier bourgeois. Les bons profs sont la récompense des classes sociales qui soutiennent le système. Ainsi se perpétue-t-il.⁷

⁶ Yvan Rouffiol, *Illettrisme, Une faillite en chaîne*, Le Figaro, 27 avril 1999, <http://www.democratie-liberale.asso.fr/benchmarking/editorial/education/illettr.htm>, *Lutter contre l'Illettrisme*, Rapport de Madame Marie-Thérèse Geffroy à Madame la Ministre de l'Emploi et de la Solidarité et à Madame la Secrétaire d'État à la Formation professionnelle, avril 1999, <http://www.centre-inffo.fr/rapportillettrisme.html>

⁷ Léon Tolstoï avait bien repéré, il y a 100 ans déjà, comment la rigidité bureaucratique de l'enseignement public nuisait à une grande partie de élèves, surtout ceux qui n'avaient pas le soutien d'une famille instruite : "The liberation of the working classes from Governmental interference in matters of education would be the easiest and quickest way to enable the people to gain all the knowledge they need, in place of such knowledge as is now being forced upon them. Liberty for private schools to be opened and maintained by private people would end the disturbances now continually arising among students dissatisfied with the management of the establishments in which they find themselves. Were there no obstacles to opening private schools and colleges, both elementary and advanced, young people dissatisfied with the management of the Government educational

II. Faire confiance à ses propres forces

Depuis les années 30, les libéraux ont mis en évidence le retournement de la politique de l'État providence contre ceux qu'elle prétend assister. Il demeure néanmoins cette incertitude dans l'esprit du public : Sans les lois sociales de l'État providence, comment les petits employés ne seraient-ils pas à la merci des grands capitalistes suceurs de sang ?

Le Droit de propriété, protecteur des faibles

C'est oublier que nous avons tous un puissant protecteur : le Droit, c'est-à-dire le droit de propriété. Et son respect absolu est plus important pour le pauvre que le riche. Celui qui a des millions se protégera en diversifiant ses placements, y compris à l'étranger, on ne pourra jamais tout lui voler ; celui qui n'a qu'un quignon de pain, en revanche, ne dépend que de ses poings et du droit de propriété pour manger.

Le Droit est l'instrument de résolution des conflits dans une société. Pas l'action politique. L'action politique ne fait qu'injecter de la violence policière dans le système. Faire confiance à la violence des hommes de l'État, alors qu'on sait qu'on ne les contrôle pas, que leurs intérêts ne sont pas les nôtres, est prendre le risque de voir la violence retournée contre soi. Les pauvres en ont fait les frais, toujours. Un bon exemple est celui de la déconfiture du mouvement syndical.

Les syndicats traîtres

Les employés en effet détiennent un arme imparable : sans eux, pas de production. Mauvaise nouvelle pour les actionnaires. Mais pour être paralysante, une grève demande un long travail de préparation dans les consciences. C'est la mission des syndicats. Elle est d'amener chaque employé à prendre conscience de la valeur du service qu'il rend (car on ne paie pas les gens parce qu'ils travaillent, mais parce qu'ils rendent service, et on les paierait plus cher s'ils ne nous ennuyaient pas avec leur travail). Une fois instaurée chez chacun cette fierté d'être utile à autrui, la question se pose de ce que vaut ce service pour l'entreprise ; plus précisément, combien ça lui coûte d'en être privée. La grève révèle la réalité de cette situation.

Une grève peut contraindre l'entreprise à fermer. Il existe donc une limite objective que les deux parties, employeurs et employés, ne sauraient franchir. Cette limite n'existe pas dans le cas de fonctionnaires et d'employés du secteur public, protégés par l'État, puisque la violence politique peut obliger le contribuable à payer des sursalaires, ou mettre l'entreprise à l'abri de la concurrence par des mesures protectionnistes (ne serait-ce pas cela l'*injustice sociale* ?)

Le boycott et la grève sont les moyens capitalistes par lequel la masse des « petits » peut s'opposer aux financièrement puissants. Dans sa vision, George Sorel imaginait même qu'une

institutions would enter private establishments which suited their requirements." *Letter to the Tsar and his assistants*, 15 March 1901, http://dwardmac.pitzer.edu/Anarchist_Archives/bright/tolstoy/TolCW.html

grève générale puisse casser les reins de ceux qui exercent le pouvoir politique,⁸ mais il faudrait pour cela plus de conscience de leur valeur personnelle de la part des employés, et leurs syndicats sont loin d'avoir réalisé ce travail d'éducation.

La décadence des syndicats est révélatrice au contraire de la trahison de la classe ouvrière. Au lieu d'arracher aux employeurs les meilleures conditions pour les salariés à force de négociations et de grèves, qui sont les moyens capitalistes de la revendication sociale, ils ont choisi la voie politique. Les agences de publicité, les cabinets d'avocats et d'audit d'une multinationale, la suivent comme son ombre dans chaque pays, ouvrant des filiales locales ; mais les syndicats préfèrent réclamer des lois sociales. Leur choix de l'action politique, juridiction par juridiction, a permis aux multinationales d'échapper à la pression des revendications. Elles ont comparé les législations, se sont délocalisées où les conditions étaient les plus favorables, laissant en Europe les chômeurs, les syndicalistes bernés et les ministres impuissants. C'est justice d'une certaine façon, si affligeant que ce soit. Il serait choquant que ceux qui ont fait confiance à la violence politique plutôt qu'à la liberté des contrats se retrouvent gagnants.

Si les syndicats jouaient vraiment leur rôle, les adhésions seraient nombreuses. Ils seraient plus puissants. Avec d'autres associations, et avec ou sans le financement des entreprises, ils offriraient à leurs membres des crèches, des possibilités de vacances, des assurances mutuelles contre les accidents du travail, contre la maladie et le chômage.⁹

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ». Mais cette injonction marxiste n'a de sens que sur une planète capitaliste. Ceux qui comptent sur leurs propres forces n'ont que faire des frontières. Ceux qui en appellent à la violence politique, en revanche, ont besoin du gouvernement qui la légitime. Ils deviennent forcément nationalistes. Il n'existe pas de socialisme sans nationalisme.

L'entraide

Un autre moyen d'organisation des travailleurs est l'entraide. Avant que les hommes de l'État ne confisquent leurs initiatives, des mutuelles regroupaient la quasi-totalité des travailleurs en Europe occidentale et aux États Unis. Dès 1803, un recensement en Angleterre indique que 10.000 sociétés mutuelles assuraient 700.000 chefs de famille.¹⁰ Étant donné le nombre d'enfants et de dépendants dans chaque famille à l'époque, on peut affirmer que la majeure partie de la population, à qui on prête moins de conscience sociale que de nos jours, possédait suffisamment de maturité et de jugement pour s'assurer contre les risques d'accidents et de maladie.

⁸ George Sorel, *Réflexions sur la Violence*, rééd. Paris, Seuil, 1990

⁹ Le plein emploi est la situation nécessaire dans une société capitaliste, qui n'interdit pas aux gens de travailler. Les élucubrations, heureusement vite démodées, de Jeremy Rifkin et autre Viviane Forrester sur la "fin du travail" font fi d'un détail : Tant que les désirs des êtres humains ne sont pas satisfaits, et ce n'est pas demain la veille, chacun aura du pain sur la planche.

¹⁰ David T. Beito, *From Mutual Aid to the Welfare State, Fraternal Societies and Social Services 1890-1967*, University of North Carolina Press, 2000.

L'industrialisation aux États Unis démarra bien après celle de l'Angleterre, mais le rôle social des organisations d'entraide (appelées « sociétés fraternelles ») n'en fut pas moins fondamental. En 1908, elles détenaient 49,3% du marché de l'assurance-vie en valeur. Elles protégeaient les travailleurs contre tous les aléas de la vie, accidents, maladies, chômage, incapacité de travail...¹¹ En 1935, au moment du New Deal, on pouvait dire que « pratiquement toutes les dispositions prévues dans la loi sur la Sécurité Sociale étaient parfaitement remplies depuis des années par les sociétés fraternelles, et sans qu'il en coûte un sou au contribuable ».¹²

N'importe quelle compagnie d'assurances aurait pu proposer une couverture contre ces risques à moindre coût que la sécurité sociale. En revendiquant l'appellation de « fraternelles », les sociétés mutualistes américaines s'engageaient dans une véritable mission éducatrice. Elles encourageaient l'amour-propre, l'autodiscipline, et la volonté d'autonomie parmi leurs membres. L'objet social de la *Security Benefit Association* aurait pu décrire celui de n'importe quelle autre de ces associations : « Son principal objet est de promouvoir la fraternité entre les hommes, de leur apprendre la fidélité au foyer et envers les êtres chers, le dévouement à la patrie et le respect des lois ; d'établir un système pour le soin des veuves et des orphelins, des personnes âgées et des handicapés, et pour permettre à chaque membre méritant de se protéger lui-même des vicissitudes de la vie et de pourvoir aux besoins des êtres qui lui sont chers et proches par la coopération entre les membres ».¹³ Pour ne prendre qu'un exemple de l'influence des sociétés fraternelles, il est intéressant de comparer la navrante situation actuelle des Noirs de Washington avec celle que décrit un historien de cette période qui les a longuement étudiés. James Borchert nous rapporte qu'ils étaient rarement dépendants de l'État, et plutôt que de vivre aux dépens de l'assistance sociale, ils manifestaient de la résilience et un grand sens de leurs responsabilités.¹⁴

La fierté de se prendre en charge et le sentiment d'être responsable de son avenir qu'éprouvaient les travailleurs devenaient une gêne autant pour les capitalistes que pour les hommes de l'État. Celui qui est autonome est moins docile. L'État providence s'est donc chargé de désarmer moralement la classe ouvrière, avant qu'elle ne devienne révolutionnaire.

Or, une morale n'a pas d'autre but que de nous faire grandir et devenir plus humain. Une morale perverse, et c'est à ceci qu'on la reconnaît, produit l'effet contraire : elle abêtit, elle déshumanise. Les critiques de l'État providence, de droite comme de gauche, ont perçu le

¹¹ David D. Beito, op.cit.

¹² "...practically every provision embodied in the Social Security Act has been carried successfully by the fraternal societies of America for years, and all without cost to the taxpayer". James J. Davis, directeur général de Mooseheart, l'une des plus importantes de ces sociétés fraternelles, in David D. Beito, op. cit.

¹³ "Its prime object is to promote the brotherhood of man, teach fidelity to home and loved ones, loyalty to country and respect of law, to establish a system for the care of widows and orphans, the aged and disabled, and enable every worthy member to protect himself from the ills of life and make substantial provision through cooperation with our members, for those who are nearest and dearest". David D. Beito, op.cit.

¹⁴ Les Noirs de Washington, D.C., "were not generally wards of the state. Rather than being indolent "welfare cheaters", they took responsibility for their own lives, demonstrating pride, independence and strength... Contrary to scholars' and reformers' descriptions of pathology", they were "able to maintain their old cultural patterns in the new environment, adapting and adjusting them when necessary". James Borchert, *Alley Life in Washington, Community, Religion and Folklore in the City, 1850-1970*, Urbana, University of Chicago Press, 1982, pp. 98 and 217.

même danger, celui qu'il fait peser sur les mentalités : l'indolence des assistés, l'habitude de la vie à l'étable, la grande tristesse résignée de ceux qui ont abandonné la responsabilité d'eux-mêmes. Le *Fraternal Monitor*, le journal des assurances mutuelles américaines, au nom des travailleurs, lutta vigoureusement contre la volonté du gouvernement américain d'introduire une sécurité sociale. Sous le titre explicite « Menace d'assurance sociale », un des nombreux éditoriaux dénonçant l'exemple germanique épinglait « le roublard Bismarck qui... tout en apaisant les socialistes, fit avaler au peuple... un système le rendant psychologiquement, moralement et économiquement dépendant des Junkers ».¹⁵ Le poète franco-anglais Hilaire Belloc exprimait son opposition ainsi : « Les moyens de subsistance et la sécurité seront garantis au Prolétariat, mais ils le seront au prix de l'ancienne liberté politique, et de l'enfermement de ce Prolétariat dans un statut servile, sinon en nom, en tout cas en fait. »¹⁶

Ceux à qui on a appris à dépendre d'un maître n'imaginent pas la liberté ; tout juste sont-ils capables de changer de maître.¹⁷ Leur âme de valet apprend à aimer celui qui les nourrit et qui pousse la bonté jusqu'à les protéger contre eux-mêmes. Bismarck avait inventé cette nouvelle forme de servitude, les Etats occidentaux modernes la réalisent.

III. Investir dans ceux qui croient en eux-mêmes

Néanmoins, il serait absurde de ne pas chercher l'argent là où il est, chez les riches. Pourquoi croire que ceux-ci ne sont pas prêts d'en donner ? Le modèle explicatif de notre société est que nous sommes mus par le profit. Ce réalisme est un bon départ pour éviter de dangereuses utopies. Mais un tel modèle n'explique pas tout. L'intérêt ne se réduit pas à l'appât du gain. Les infirmiers, instituteurs, musiciens d'orchestre, savent en embrassant ces professions

¹⁵ "The wily Bismarck took the situation in hand and, while appeasing the socialists, foisted upon the people... a system that made them mentally, morally and industrially subservient to the Junkers" "Menace of Social Insurance", *Fraternal Monitor*, 1 November 1919, cité dans John Sullivan, *Social Insurance* (Philadelphia, National Fraternal Congress of America, 1919).

¹⁶ "Subsistence and security shall be guaranteed for the Proletariat, but shall be guaranteed at the expense of the old political freedom and the establishment of this Proletariat in a status really, though not nominally, servile". Hilaire Belloc, *The Servile State*, rééd. Liberty Fund, 1995, et *The Crisis Of Civilization* (Lectures delivered at Fordham University, New York, 1937), T.A.N. Books, 1995.

¹⁷ Je peux évoquer ici un souvenir personnel. J'ai effectué mon tout premier voyage aux États Unis au début de l'année 1968, une époque de contestation universitaire et scolaire en France, qui devait déboucher sur les événements de Mai. Avant mon départ, je passais rue de Grenelle à Paris, quand je fus arrêté par une manifestation de parents d'élèves, accompagnés de leurs enfants, qui protestaient contre la surcharge des classes. Dans un chahut vulgaire, ils lançaient des bouteilles d'encre, des œufs pourris, des tomates, contre la façade du Ministère de l'Education Nationale. Quelques jours plus tard, je débarquais dans la banlieue de New York. Les amis qui m'hébergeaient m'avertirent que leur hospitalité serait un peu chaotique. En effet, m'expliquèrent-ils, l'école locale étant surchargée, les élèves ne pouvaient plus suivre sérieusement les cours. Beaucoup de parents avaient retiré leurs enfants. Ils se cotisaient désormais pour salarier un instituteur, et ceux qui avaient un domicile assez grand le mettaient à tour de rôle à disposition pour y faire la classe. Et je me demandais après la coïncidence de ces deux expériences, laquelle était la plus formatrice pour des enfants : le spectacle de leurs parents casseurs et impuissants, attendant tout du bon vouloir d'un ministre, ou celui de parents proactifs, prêts à sacrifier un peu de leur confort pour la scolarité de leur progéniture.

Je ne suis pas américanophile. Mais ceux qui croient, et ce devrait être le cas du personnel enseignant, que l'éducation a un sens, devrait se souvenir de cette leçon-là : on peut être éduqué à l'impuissance.

qu'elles ne les rendront pas riches, mais ils en attendent d'autres satisfactions qui ne sont pas d'ordre financier. Le modèle de l'*homo economicus* trouve vite ses limites.

La proposition que je voudrais formuler ici est que nous éprouvons tous la pulsion du don. Donner – de son temps, de sa peine, de l'argent ou l'hospitalité – est aussi spontané chez l'être humain que commercer. Nous le constatons, bien sûr, au sein des familles, où les parents dépensent souvent plus que de raison pour l'entretien de leurs enfants. Mais si les dons s'arrêtaient au cercle des apparentés, ils ne feraient qu'assister la propagation des gènes. Nous reproduirions à notre niveau le comportement des animaux, qui prennent en charge leur progéniture d'une façon ou d'une autre. Les sociétés humaines archaïques fonctionnent ainsi. Dans sa célèbre étude du *kula*, réalisée au début du siècle dernier, Malinowski constate que des notions comme la charité et le don aux étrangers sont impensables pour les primitifs ; car si une personne est dans le dénuement, elle ne sera pas secourue par des inconnus, mais nécessairement par ceux de son clan, par « tous les siens ».¹⁸

Les riches veulent payer

Avec les Lumières, cependant, avec l'émergence du capitalisme et la montée de l'individualisme, un autre type de don se généralise. Il n'est basé sur aucune contrainte coutumière ni religieuse, aucune obligation légale, aucun déterminisme social. Dans une société qui se sécularise, on ne peut même plus dire que ceux qui donnent espèrent recevoir au centuple dans l'au-delà. Au cœur de la société libérale et capitaliste, des êtres humains, pour la première fois dans l'Histoire, se mettent à manifester leur confiance à de purs étrangers, en les aidant au moment où ils en ont besoin.¹⁹

L'une des plus grandes associations caritatives anglaises de l'époque, fondée en 1785, témoigne par son nom même de l'indépendance acquise par rapport à toute appartenance nationale ou confessionnelle, la Strangers' Friend Society. L'acte de fondation précise : « Les membres se sont associés... chacun contribuant chaque semaine selon ses moyens ..., déterminés à ne pas se laisser influencer par la cause de la présente détresse, par l'appartenance nationale, religieuse, politique, de la personne dans le besoin. »²⁰

Pas plus qu'ils ne nous relatent la fière prise en charge des pauvres par eux-mêmes au sein des associations d'entraide, nos livres d'histoire ne nous mentionnent l'œuvre immense accomplie par les associations caritatives aux 18^{ème} et 19^{ème} siècles. Il est vrai que nos historiens sont trop souvent des employés d'État, qui ne mordent pas la main qui les nourrit. Il m'a suffi d'une journée à la London Library pour recenser quelques unes qui furent les plus actives de ces associations en Europe. Certaines ont des raisons sociales qui évoquent les beaux idéaux

¹⁸ Bronislaw Malinowski, *Les Argonautes du Pacifique occidental*, rééd. Gallimard, 1989

¹⁹ Certes, depuis l'Antiquité, bien des sages ont prêché le don aux étrangers, Bouddha, Jésus, Sénèque... mais ils furent peu suivis. Dans la pratique, les gens donnaient à ceux de leur ethnie ou de leur confession, les Juifs aux Juifs, les chrétiens aux bons chrétiens, le roi à ses sujets... Sur le don aux étrangers, voir la belle étude de Jacques T. Godbout, *Le Don, la dette et l'identité*, Paris, La Découverte, 2000.

²⁰ “[Members] united themselves. each contributing weekly, according to his ability, in order to relieve a Stranger’s (sic) ... : determining themselves not to be influenced by the former causes of present distress, nor the nation, sect, or party to which such afflicted person belongs.” Pour être tout à fait exact, la Strangers' Friends Society pratiquait bien une exclusion qui renforçait encore son indépendance. Puisque son fondateur, John Wesley était méthodiste, elle s'interdisait de venir en aide à toute personne de confession méthodiste.

de leur temps, la foi dans le progrès et dans les capacités des êtres humains : ainsi la Société Suisse de l'Utilité Publique ; la Société pour le Bon et l'Utile, établie à Bâle en 1776 ; la Société philanthropique, fondée à Paris en 1780 ; l'Association pour le Bien Public, à Amsterdam en 1784, la même année qui vit la constitution à Edam de la Société pour le Bien-être général, dont les membres s'engageaient à parrainer des jeunes de famille pauvre tout au long de leur éducation ; la Société philanthropique impériale russe de 1818, et la Fondation pour l'Hôpital des Enfants Trouvés de Moscou, dont les coupes rivalisaient avec celles du Kremlin ; l'Association prussienne centrale pour l'amélioration des classes sociales (les Prussiens dans tous les domaines ont un penchant pour ce qui est « central » !).

Bien que les femmes françaises n'aient obtenu le droit de vote qu'en 1945, c'est chez elles, et pas en Allemagne ni en Angleterre, que furent fondées les premières crèches et les hôpitaux spécialisés pour enfants, grâce à la Société de Charité maternelle, fondée à Besançon en 1801, mais qui couvrit rapidement toute la France, et la Société de Saint Vincent de Paul, fondée par Frédéric Ozanam en 1833.²¹

Pour mesurer l'importance économique de ces œuvres de bienfaisance, donnons quelques chiffres. La Maatschappij van Weldadigheid (Société de Bienfaisance) avait reçu des contributions de 20,000 des plus riches citoyens de Hollande en 1818 pour conquérir des terrains sur la mer, où des indigents pourraient s'établir agriculteurs à leur compte. Entre 1881 et sa mort à 84 ans en 1919, Andrew D. Carnegie fit des dons pour un montant de 288.743.360,65 dollars. Pendant ces années-là, à titre de comparaison, les recettes du fisc fédéral américain oscillaient entre 200 et 300 millions de dollars.²²

Il existe deux raisons pour la disparition des associations caritatives en Europe à la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle. Une que nous avons déjà évoquée, la redistribution de la richesse est devenue la principale légitimation du pouvoir policier de l'État, et il se la réserve. L'autre, plus profonde, est la peur du don.

La peur du don

Car le don crée une dette. Nous devenons les obligés de celui qui donne.²³ Toute une école d'anthropologie, à la suite de Marcel Mauss, nous explique que chaque don réclame un contre-don, comme un œil réclame un œil, et une dent une dent. En ce sens le don n'est que le

²¹ Les principaux documents dont je me suis servi pour établir cette compilation sont: Hugh Cunningham & Joanna Innes, *Charity, Philanthropy And Reform*, London, Macmillan Press, 1998 ; D. Andrew, *Philanthropy And Police*, Princeton University Press, 1989 ; Waldemar A. Nielsen, *The Golden Donors*, New York, Truman Talley Books, 1985 ; Sandra Cavallo, *Charity And Power in Modern Day Italy*, Cambridge University Press, 1995 ; Hazel Mills, «*La Charité est une mère*», *Catholic Women And Poor Relief in France 1690-1850*, London, Macmillan Press, 1998 ; Sonja Daeniker-Pfister, *L'État, l'économie, les églises et les bénévoles*, Bâle, Foi & Economie, 2001 ; D.L. Ransell, *Mothers of Misery, Child Abandonment in Russia*, Princeton 1998.

²² Sources: *A Manual Of The Public Benefactions Of Andrew Carnegie*, compiled by the Carnegie Endowment For International Peace, Washington, 1919 ; David R. Dewey, *Financial History of the USA*, London, Longman Green, 1924.

²³ « Le principal instrument de pouvoir consiste dans la générosité... La générosité est un attribut essentiel du pouvoir chez la plupart des peuples primitifs Lorsqu'un individu, une famille, ou la bande tout entière, ressent un désir ou un besoin, c'est au chef qu'on fait appel pour le satisfaire... » Claude Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques*, Plon, rééd. 1993.

reflet inversé de la vengeance. De même qu'un don appelle un rendu, un crime ne saurait rester impuni.

L'héroïne corse de Prosper Mérimée, Colomba, qui fit connaître au monde le mot de *vendetta*, chante sur le corps de son père assassiné : « Il me faut la main qui a tiré, l'œil qui a visé, le cœur qui a pensé... ». Symétriquement, dans *St Genêt, comédien et martyr*, Sartre fait dire à une bourgeoise : « Ma bonne devrait être contente, je lui donne mes robes ». « Et elle, claqué la réponse, vous donne-t-elle les siennes ? ». Celui qui ne rend pas coup pour coup et faveur pour faveur est un faible. Il perd le respect d'autrui, et toute valeur à ses propres yeux. Symboliquement, il est un banqueroutier, incapable de s'acquitter de ses dettes.

Il y aurait donc une sous-humanité de ceux qui ne peuvent entrer dans la dynamique du donner/recevoir. Il faudrait par conséquent une institution, nous disent les anthropologues, qui médiatise le face-à-face du don comme celui de la vengeance. Dans nos sociétés, l'État joue ce rôle. Sa justice est censée mettre fin au cycle de la vengeance, et sa « justice sociale » à celui des dons.²⁴

Les faux droits

L'État moderne se défend donc d'être généreux. La redistribution des richesses qu'il pratique n'est pas un don, elle est présentée comme un « droit ». Par cet artifice se trouve contournée l'obligation de rendre, ou l'humiliation de n'y pas parvenir. Le paysan a « droit » à des prix garantis, le malade imprévoyant à des soins, le chômeur à des allocations... et puisqu'il s'agit de « droits », l'État a l'obligation d'y satisfaire, donc, prétend-il, l'obligation de confisquer les revenus des plus productifs dans la société. Comme en plus la redistribution des richesses est un « droit » que beaucoup de gens pensent avoir conquis dans des luttes sociales, le paradoxe de nos sociétés est que nous acceptons plus facilement de recevoir de l'argent volé que de l'argent donné.²⁵

Si cette analyse était fondée, nous ne pourrions échapper au pouvoir politique. Rejeter l'État nous renverrait aux cycles de l'agression et du don, où donner est une prise de pouvoir et recevoir une humiliation.

Mais cette analyse ne rend nullement compte de la réalité que nous vivons. Reprenons l'anecdote significative de la dame de Jean Genêt et de sa bonne. Donner une robe en retour à cette bourgeoise, qui en possède en excès, est dénué de sens. Si mon épicière me fait don d'une pomme, vais-je courir en acheter une autre au supermarché d'en face pour rendre son cadeau à mon épicière ? Je rends *autre chose*, un sourire, quelque chose qui vient de moi, tel le prêt d'un de mes livres, sur un sujet dont nous avons parlé ensemble, de même que la bonne s'acquittera du don de la robe, par exemple, en cuisinant un gâteau, que sa patronne ne sait pas faire.

²⁴ Tout pouvoir, en fait, est un binôme, les deux faces de l'image du Père, le Père Noël et le Père Fouettard, celui qui prend soin et celui qui punit, image infantilisante de nous-mêmes, que l'idéologie nous apprend à aimer en la désignant par les mots clinquants de « civisme » et de « citoyenneté ».

²⁵ Les socialistes condamnent la charité. Le Grand dictionnaire de l'Académie soviétique complète la définition des deux mots qui désignent « charité » en langue russe, *miloserdie* et *blagotvoritelnost*, en les qualifiant de concepts « bourgeois » et « dépassés ». Tous les besoins des citoyens étant supposés assurés par l'État, faire acte de charité manifeste que l'État faillit à sa fonction. L'ancienne URSS avait réussi à assimiler l'aide privée à autrui à une activité antisoviétique, passible de prison.

La patronne d'ailleurs nous déclare elle-même ce qu'elle souhaite en retour, que sa bonne soit contente. L'expression de ce contentement suffirait à la conforter, elle, la bourgeoise, que son geste était juste. Ainsi chacune aura pu équilibrer les termes de l'échange, l'une par un don matériel, l'autre par celui d'une gratification narcissique.

Mais une telle réciprocité implique trois conditions.

1. La première condition est que celui qui donne soit propriétaire de son bien. Par définition, il ne saurait y avoir de don ni d'acte généreux qu'entre des propriétaires. Robin des Bois et nos ministres des finances, qui volent les riches pour aider les pauvres, ne sont pas généreux, ils sont voleurs. On ne peut donner que ce qu'on a, et donner ce qu'on ne possède pas est tout simplement une escroquerie.

Et non seulement pour être généreux, il faut posséder, *mais en plus il faut aimer ce qu'on possède*. Ne pas accorder de valeur à ses dons revient à mépriser ceux qui les reçoivent. « Je trouve cette pièce de théâtre exécration, je t'offre deux billets ». *Seuls les capitalistes, grands ou tout petits, sont généreux, parce que seuls ils connaissent la valeur du temps et de l'argent, et ils la respectent.*

Il faut imaginer encore que ceux qui reçoivent apprécieront notre don. On n'offre pas des disques à celui qui est sourd, ni des alcools au tempérant. Le don réclame les mêmes qualités d'empathie que celles attendues du capitaliste, la faculté d'anticiper et de répondre aux désirs d'autrui, exprimés ou latents.

2. La deuxième condition du don est la liberté. Des esclaves qui travaillent à construire une léproserie ne sont pas des philanthropes, ou alors loin de les libérer, nous devrions les fouetter pour qu'ils soient encore plus philanthropes. L'État providence est la négation de toute générosité. En inventant des droits à l'assistance, il rend le don impossible. Car si j'ai un droit à recevoir de l'argent ou des soins, ceux qui me les prodiguent ne me donnent rien. Ils ne méritent même pas un merci. Ils ne font qu'acquiescer leur obligation envers moi.

L'État providence ne demande qu'un critère pour accorder ces droits, il faut être dans le dénuement. Je n'ai d'existence pour lui que par mon échec. Or être reconnu par autrui pour cette seule raison qu'on est en situation d'échec ne conduit pas à une meilleure estime de soi. Toute autre est la relation d'aide qui se noue entre des hommes libres. *Car si tu étais libre de ne pas m'aider, et que tu l'as fait, c'est sans doute que tu as perçu en moi quelque chose que ne possédaient pas les autres. Tu m'as choisi, moi, non pas à cause de ma misère, mais grâce justement à ce qui n'est pas elle.* C'est sur cette qualité que je peux m'appuyer avec ton aide pour reconstruire mon avenir.

L'État providence établit des critères impersonnels d'attribution d'allocations. Ceux qui ne les remplissent pas sont rejetés sans appel. Les donateurs, en revanche, et les associations d'entraide sont en concurrence. Chacune doit faire sa place en secourant ceux et celles que les autres ont écartés ; chaque personne en détresse peut donc chercher une solution auprès de plusieurs associations, chacune avec ses critères particuliers, économiques, confessionnels, régionalistes, etc.

Mais alors qu'un nombre croissant de personnes en situation d'échec ne gêne guère les hommes de l'État, puisqu'il justifie plus d'interventions financées par l'impôt, les associations doivent au contraire prouver leur efficacité auprès des donateurs. Celles qui réussissent à soulager, à guérir et à intégrer les exclus augmentent leurs chances de recueillir des dons. C'est pourquoi, au lieu de la pesanteur d'une administration d'État, on peut attendre des capitalistes la même inventivité dans le domaine de l'aide que dans celui de la production marchande.

La concurrence entre les donateurs garantit en outre qu'aucun d'eux ne peut exercer du pouvoir sur ceux qu'il assiste. Ces derniers solliciteraient aussitôt un autre bienfaiteur (ce que l'État providence rend impossible).

Si la concurrence génère de l'efficacité, ce n'est pourtant pas elle qui importe. L'enjeu n'est pas d'aider efficacement les plus faibles, il est de transformer les rapports sociaux ; qu'ils cessent d'être fondés sur le vol légal et l'enfermement des faibles dans leur situation. N'est-il pas temps d'expérimenter d'autres relations, et pourquoi pas fondées sur la confiance ? Nous ne croyons pas que tous les riches soient généreux, ni que tous les pauvres soient capables d'autonomie, mais il suffit que les uns et les autres soient toujours plus nombreux à l'être pour que la société devienne meilleure.

3. La troisième condition du don est qu'il soit éclairé. Malthus, déjà, nous mettait en garde : « Ce mouvement de sensibilité qui nous pousse à soulager nos semblables dans le malheur ressemble à toutes les autres passions naturelles : il est général et, dans une certaine mesure, aveugle et irréfléchi. [...] si, parmi dix quémandeurs, nous suivions notre première impulsion en négligeant de faire une enquête plus approfondie, nous viendrions en aide au meilleur comédien du lot. »²⁶ Ce n'est pas au « meilleur comédien » qu'un gouvernement démocrate va céder, mais à celui qui braille le plus fort. Le riche n'est pas sujet à ce chantage. Une autre responsabilité lui incombe cependant. Il doit savoir que la façon de donner vaut plus que ce que l'on donne. Des largesses inconsidérées nuisent moralement au donateur autant qu'au donataire. « Le métier de philanthrope, comme n'importe quel autre, ne peut être pratiqué sans dommage et utilement que par ceux qui ont bien appris ses principes et sont passés par ses meilleures écoles. Il est aussi périlleux de pratiquer la charité sans cette maîtrise, que la physique sans diplôme. »²⁷

Cette exigence d'une formation préalable à toute relation d'aide peut conduire certaines associations à se professionnaliser. Mais s'il n'existait pas d'autre sécurité sociale, pas d'autre « filet de protection », que prévus par des initiatives privées, celles-ci recevraient vite du public et des médias l'attention que nous portons aujourd'hui aux sports et aux célébrités. L'intégrité, l'efficacité et les coûts de fonctionnement des associations d'entraide et de bienfaisance, seraient disséqués. Les

²⁶ "...the emotion which prompts us to relieve our fellow creatures in distress is, like all other natural passions, general and in some ways indiscriminate and blind... if among ten petitioners, we were to listen only to the first impulses of our feelings without making further inquiries, we should undoubtedly give our assistance to the best actor of the party". Robert Thomas Malthus, *An Essay on the Principle of Population*, Penguin Classic, reed. 1995, *Essai sur le principe de population*, trad. Pierre Theil, Editions Gonthier, 1963.

²⁷ "The profession of philanthropy", insistait Wesley, "like every other, can be safely and serviceably practised only by those who have mastered its principles and graduated in its soundest schools. It is as dangerous to practise charity, as to practise physics without a diploma." W.R Greg, *Charity, Noxious and Beneficent*, Westminster Review, 59, Jan 1853, p.81

plus mal gérées perdraient la confiance des donateurs. Les plus respectées seraient sans doute celles recourant au travail de bénévoles, car leur coût de fonctionnement serait le plus bas. Le bénévolat nous rappelle qu'il n'y a pas que de l'argent que nous pouvons donner, ni que les riches qui donnent.

Une société reconnaît ses valeurs aux morts qu'elle honore. Promenez-vous dans n'importe quelle ville d'Europe. Relevez le nom des rues, des places, des aérogares... A part quelques savants et artistes, elles commémorent des généraux tueurs et des ministres pilleurs. Tels sont les modèles de civilisation présentés à notre admiration. Or il existe trois récompenses que la société peut offrir à ceux qui la servent : le pouvoir, l'argent, et les honneurs. Le pouvoir, nous ne devons le confier à personne. Les riches ont déjà l'argent ; proposons-leur les honneurs. Un artiste et un savant passent à la postérité par des grandes œuvres ; les bonnes œuvres aussi ne devraient-elles pas conférer l'immortalité aux riches ? Laissons-les construire des universités, des hôpitaux, des écoles, des musées, qui perpétueront leur mémoire.

La société qui ne connaît aucun impôt ni redistribution forcée, place chacun face à ses responsabilités. Si les riches en temps ou en argent ne prennent pas en charge ceux qui en sont réellement incapables, provisoirement ou définitivement, personne ne le fera à leur place. Aujourd'hui, toute responsabilité concernant les pauvres a été transférée aux hommes de l'État. L'argent que nous gagnons n'a donc plus que deux destinations : être volé ou être dépensé. Même l'épargne n'a plus de sens puisque l'État est supposé pourvoir aux retraites et aux conséquences des accidents et des maladies. La pression collective s'exerce donc sur nos choix de consommateurs. Ce sont eux qui manifestent notre identité sociale. Il faut voyager plus loin que le collègue, rouler dans une voiture plus grosse que celle du voisin. Les riches, qui vivent en milieu fermé, possèdent ainsi des maisons qu'ils n'habitent pas, des yachts qui ne sortent pas du port, qui n'ont d'autre fonction que d'être des marqueurs de réussite.

Mais dans un renversement de perspective, si la responsabilité des pauvres était confiée aux riches, la considération sociale se mesurerait à une aune nécessairement toute différente. *Dans le milieu des financièrement puissants, il faudrait être désormais celui qui donne le plus.* Faire étalage de sa richesse pour démontrer sa virilité, selon l'analyse bien connue de Thorstein Veblen,²⁸ accumuler des collections d'objets d'art, faire courir des purs-sangs, trouverait soudain en la philanthropie une belle et digne alternative. Thorstein Veblen dirait qu'il s'agit de la consommation la plus ostentatoire de toutes, et il aurait raison ; elle serait aussi la plus bénéfique.

Les riches de nos jours sont des entrepreneurs, et secourir est une entreprise. Ils aiment mesurer les résultats de leurs actions, et cette comptabilité (tant d'enfants scolarisés, tant de malades soignés...), si elle est loin de rendre compte de tous les aspects de l'aide, crée un champ où des rivaux peuvent se défier. Les riches souvent ont l'esprit de compétition, et tant mieux si l'émulation, dans ce domaine aussi, bénéficie à tous.

Lorsque tant d'hommes ont accepté la mort pour la gloire d'une médaille, il doit s'en trouver plus encore qui donneront des millions pour être louangés, statufiés et célébrés par tout un peuple. D'où l'utilité d'organiser des journées solennelles de la philanthropie, avec défilés et discours en l'honneur des bienfaiteurs, remises de médailles, dédicaces de stèles et de monuments, enterrement dans un panthéon des grands philanthropes... Ainsi, qu'ils aient

²⁸ Thorstein B. Veblen, *Theory of the Leisure Class*, rééd. Prometheus Book, 1994; trad. fse. *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, 1978.

versé leur sang pour la patrie ou leur argent pour les pauvres, nous nous acquittons de notre dette envers nos protecteurs.²⁹ L'exemple le plus accompli d'humanité à présenter à nos jeunes est-il celui du mécène et philanthrope, ou bien celui du politicien ?

Certes, les riches sont souvent vulgaires, arrogants et scandaleusement chanceux (car la fortune ne couronne pas le travail ni l'intelligence, mais choisit arbitrairement quelques uns seulement parmi les travailleurs et les futés) ; leurs qualités morales ne sont guère plus louables que celles des hommes de l'État. *Mais la pratique du don peut les humaniser, celle du pouvoir n'y parvient jamais.*

Le Bon Samaritain

L'obligation morale d'honorer ceux qui nous aident est tellement exigeante qu'elle a donné lieu à une très curieuse occultation d'un des textes les plus célèbres de notre spiritualité. Il faut aimer notre prochain, enseigne-t-il ; mais qui est notre prochain ? Cette question n'est posée qu'une seule fois dans les Évangiles, et Jésus y répond avec une histoire, celle d'un voyageur détroussé et abandonné à moitié mort au bord du chemin. Passe un prêtre, qui ne s'arrête pas pour secourir le blessé. Un deuxième voyageur l'ignore de même. Mais le troisième passant recueille le blessé, panse ses plaies, l'installe à l'auberge, et paie les frais de son rétablissement. Et Jésus demande – écoutez bien – « Qui est le prochain de celui qui est tombé aux mains des brigands ? ». Dans l'assistance, on Lui répond : « Celui qui l'a secouru ». Et Jésus confirme : « Tu as bien répondu ».³⁰ *Notre prochain que nous devons aimer n'est pas le pauvre, mais le riche secourable.*

Voilà 2000 ans que les prêcheurs et les cagots déforment ce texte. Ils veulent nous convaincre que notre prochain est l'être humain dans la misère. Ce qui est absurde, révoltant. Pourquoi aimerais-je quelqu'un *parce qu'il est dans la misère* ? La misère est à combattre. Rien de ce qu'elle touche ne doit devenir aimable à nos yeux. En revanche, si quelqu'un a pris la peine de se pencher sur moi, s'il m'a soigné et payé mes dettes, ne mérite-t-il pas, lui, tout riche qu'il est, d'être aimé ?

Nous rangeons l'altruisme parmi les valeurs chrétiennes, alors que le Christ lui-même nous en détourne. L'altruisme est cette doctrine perverse, qui nous enseigne qu'une action n'a aucune valeur morale si nous y trouvons de l'intérêt ou du plaisir. Voilà posé le comble de l'égoïsme. Car agir ainsi serait viser la perfection morale du sujet, dans le plus profond mépris de sa relation avec autrui.

Je m'imagine grabataire à l'hôpital, ou en prison. Un visiteur est à mon côté. Il me dit : « Je suis altruiste. Je viens te voir pour accomplir mon devoir moral, mais je n'éprouve aucun plaisir ni aucun intérêt en ta compagnie ». Rien ne pourrait m'insulter plus douloureusement. Même grabataire, à l'article de la mort, je veux encore commercer d'égal à égal avec autrui. Quoi de plus revigorant que d'entendre dire « c'est formidable ce que ces gens nous apportent » par des visiteurs de prison, des accompagnateurs de mourants, et toutes ces personnes magnifiques qui s'occupent des déshérités. Ils vivent des vrais échanges humains et capitalistes, où chacun s'enrichit dans la relation.

²⁹ Notons que les riches généreux ont servi deux fois leurs contemporains, d'abord en fabriquant les produits qu'ils attendaient, ensuite en secourant les plus infortunés d'entre eux.

³⁰ Évangile de Luc, 10, 25-31. Voir Françoise Dolto et Gérard Séverin, *L'Évangile au risque de la psychanalyse*, 2 vol., Le Seuil, 1977

Une société fondée sur l'échange et le don

Donner est l'acte capitaliste ultime. L'homme généreux affirme son droit de propriété absolu sur ses biens. Face à la société, ce droit le rend libre de faire ce qui lui plaît de son temps, de son argent et de sa personne. Face à sa richesse, ses dons justement témoignent qu'il est plus grand qu'elle, il est libre par rapport à elle. Dans toute société, il existe trois façons de faire circuler les biens : par le vol, par l'échange, et par le don. La société capitaliste est tout simplement celle qui interdit le vol, même d'Etat, pour laisser toute leur place à l'échange et aux dons.

Le don est un refus de tout pouvoir. Il constitue une obligation que seul le donneur se donne, en toute conscience. Acte superbement libre, il ignore les calculs marchands et fait fi des médiations bureaucratiques. Ainsi, il nous rapproche de la vie – de cette vie parcourue en pleine conscience, affranchie des relations politiques mécanistes et déterministes, et qui est l'idéal des libertariens.

Une version abrégée de ce texte a été présentée au congrès organisé conjointement par Libertarian International et le Liberalni Institut à Prague, les 2-5 novembre 2001, et à une conférence organisée par la Hayek Society de la London School of Economics, le 30 octobre 2003.

Au sujet du don, voir aussi mon Le Don, le droit et la morale.